

Guerre de classes et

3^{me} FRONT REVOLUTIONNAIRE

Nous lançons la semaine passée cet appel aux travailleurs : « Vous n'avez rien à défendre sous le couvert de l'indépendance nationale. La guerre de classes continue ».

Il convient de donner tout son contenu à cette formule, de montrer que le 3^e Front est l'expression actuelle de l'internationalisme prolétarien, donc de la guerre des classes.

Sans doute, la guerre des classes signifie toujours la même profonde scission de la société d'exploitation entre possédants-dirigeants et prolétaires. Sans doute, de ce point de vue général, l'impérialisme est un et la lutte est une, et ne pourra se terminer que par la révolution sociale. Capitalisme de monopoles ici, capitalisme « dirigé » là, capitalisme d'Etat ou bureaucratie ailleurs, ne sont que des aspects divers d'une même réalité profonde.

Mais, d'une part, le développement de l'Etat en rapport avec les évolutions et les transformations du capitalisme, Etat devenant de plus en plus une force en soi, un Etat-classe en quelque sorte, d'autre part les conditions historiques, économiques, géographiques de l'existence et du développement des Etats capitalistes et de l'empire de Staline, on fait que le phénomène impérialiste se présente de nos jours sous la forme de deux blocs se partageant le monde et se préparant à la guerre.

S'opposant au choix d'un des deux camps, l'internationalisme prolétarien devait nécessairement s'exprimer sous la forme de l'existence d'un troisième camp, donc d'un combat sur un 3^e Front, non pas le front du capitalisme relatif-traditionnel des U.S.A., non pas le front du capitalisme d'Etat de l'U.R.S.S., mais le front des travailleurs du monde.

Guerre de classes s'opposant aux guerres pour les indépendances nationales ou pour telle ou telle forme d'exploitation. Troisième Front substituant aux luttes « horizontales » d'un bloc d'Etats contre un autre, une lutte « verticale » de tous les opprimés contre tous les oppresseurs.

Sans doute l'internationalisme prolétarien semble-t-il en régression, sans doute le 3^e Front n'est-il encore qu'un slogan. Il y a des responsables et au premier plan ceux qui ont trafiqué de la classe ouvrière en la vendant à leur bourgeoisie nationale comme les socialistes officiels ou en la transformant en instrument diplomatique au service d'un Etat, comme les stalinien.

Mais les possibilités sont immenses et c'est sur un potentiel « 3^e Front » très réel qu'il faut tabler. Les dizaines de millions d'hommes qui souffrent derrière le rideau de fer ou qui sont livrés aux pires exploitations dans les « démocraties » sont les immenses réserves du 3^e Front. Les masses populaires d'Allemagne, d'Italie, de France sont aussi, en fait, 3^e Front. Pour l'instant, leur lutte est défensive, souvent négative. Elle prend plus la forme d'un refus, d'une résistance larvée, d'un désintérêt, que d'une action révolutionnaire. Mais les faits viendront accuser les antagonismes de classe, contraindre chacun à se situer, à choisir, à combattre.

L'histoire se fait et les militants révolutionnaires, en lançant le mot d'ordre de « 3^e Front », ont vu plus loin que l'avenir immédiat. Le 3^e Front révolutionnaire est une lutte de longue haleine. Il exprime, pour une longue période, éventuellement pour la période de la guerre, le combat de classes titanessque qui est engagé contre l'impérialisme mondial.

AMI LECTEUR
Achetez toujours le « LIB » chez le même marchand

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 332

JEUDI 30 OCTOBRE 1952

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

Solidarité ouvrière avec les forces du Vietminh

NHIALO, après Hoa Binh, c'est le nouveau désastre du corps expéditionnaire français en Indochine.

Sept ans se sont écoulés, et l'assassinat du prolétariat indochinois prémédité par le capitalisme français dont de Gaulle fut l'âme servile se poursuit. Des milliers d'hommes sont tombés les armes à la main, pour conquérir cette indépendance qu'on leur a refusé en 1945.

Des milliers de femmes, d'enfants, de vieillards sont morts assassinés par les émeutes des exploits de l'adjudant français Vandenberghe — exploits que nous ne devons jamais oublier.

Des centaines d'Oradour indochinois ont laissé leurs empreintes de la mort, du saccage, du feu. En sept ans, 2.400 milliards ont été nécessaires pour réduire à la ruine une partie de l'Indochine.

2.400 milliards pour piller, pour violer, pour tuer, 2.400 milliards pour protéger les 200 milliards des sociétés capitalistes internationales exploitatrices du sol, du sous-sol et de l'industrie indochinoise. Et le désastre du corps expéditionnaire se poursuit. La retraite des troupes de Linars est là pour nous

prouver la puissante résistance du prolétariat indochinois.

Malgré les gouvernements et la presse aux ordres, la vérité, plus ou moins tard, apparaît. Aucune armée d'occupation ne peut résister à la lutte héroïque, à l'élan profond d'un prolétariat qui combat pour sa liberté et veut se dégager de la tutelle colonialiste.

Il est si facile de camoufler la défaite par l'aide apportée à Ho Chi Minh de l'U.R.S.S. et de la Chine. Et les 800 milliards donnés par les U.S.A. (chiffres avoués par V. Auriol) pour aider à poursuivre la guerre en Indochine seraient-ils moins meurtriers ?

Un tiers de l'Indochine est presque libéré. Hanoi sera bientôt encerclé.

Nous savons pertinemment que le gouvernement français, dans sa rage meurtrière, n'hésitera nullement à faire bombarder cette ville s'il est obligé de l'évacuer, et l'on nous parlera à cette occasion des nécessités et des obligations de la guerre. Il pourrait y être aidé par le gouvernement U.S.A., très expert. Les villes de Hiroshima et Nagasaki, assez proches, en sont le témoignage.

Et l'on reparle de négociations de paix en Indochine.

Ho Chi Minh, représentant des aspirations du prolétariat indochinois, doit refuser toute négociation avec les représentants du colonialisme français.

Même, s'il y était poussé par l'U.R.S.S. et la Chine, il ne pourrait encore que s'y refuser. Le contraire serait un acte de trahison vis-à-vis de la classe ouvrière indochinoise.

Nous mettons de nouveau en garde le prolétariat indochinois contre tout pourparler, toute négociation, toute proposition de paix anticipée.

On ne parle pas, on ne négocie pas avec des fraudeurs, avec ceux qui ont renié les promesses de leurs discours.

Prolétaires indochinois, le combat doit se poursuivre.

Pas de pacifisme sentimental. La lutte doit continuer jusqu'au départ de gré ou de force du dernier colonialiste, du dernier soldat étranger en territoire indochinois. L'espoir de la liberté et de l'indépendance de la classe ouvrière indochinoise est à ce prix.

La reconquête de l'Indochine par les capitalistes français n'aura pas lieu.

Les seuls intérêts de la classe ouvrière française en Indochine sont de s'unir fraternellement avec la classe ouvrière indochinoise contre le capitalisme indochinois représenté par le maréchal Bao Dai et le capitalisme français en la personne de Pinay et consorts.

Robert JOULIN
(lire page 2, le manifeste du 2^e Congrès des Travailleurs Vietnamiens en France.)

(Suite page 2, col. 3.)
René LUSTRE.

L'INTERNATIONALE (sans) SOCIALISTE

Après le Congrès des larbins du capitalisme

Le deuxième congrès de l'Internationale socialiste vient de se tenir à Milan.

Il n'est plus question depuis longtemps de s'inquiéter sur les décisions, de s'interroger sur l'importance d'un tel congrès. D'un congrès de cette Internationale reconstituée en juin 1951 à Francfort sur les décombres de sa précédente disparue, impuissante, balayée par la tourmente de barbarie qu'a

subie l'Europe pendant l'assaut du nazisme.

La social-démocratie internationale est depuis longtemps le maillon de la classe ouvrière. Et son premier congrès reconstitué ne démentit pas sa tradition. Son président, le travailleur Morgan Phillips, s'exprimait d'en former l'opinion par cette déclaration : « L'aide Marshall et le quatrième point du président Truman sont du socialisme pratique à l'échelle internationale ».

Mais chaque parti socialiste est tellement intégré à sa bourgeoisie nationale que « l'Internationale » n'a pu constituer un bureau de coordination des propagandes mais seulement mettre sur pied un simple comité de liaison, de confrontation.

Cette autonomie locale des partis a permis à nouveau cette année de mesurer toute la trahison, l'ignominie des attitudes diverses des sociaux-démocrates.

Milan a donné en spectacle le délégué norvégien Finn Moe préconisant l'élargissement de l'O.N.U. à l'Espagne franquiste devant le secrétaire du parti socialiste espagnol Rodolfo Llopis qui, indigné, ne trouvait d'autre protestation à cette honte que de prononcer un requiescatoire contre le régime de Franco.

Ce petit incident, qu'ils attendaient, permit aux délégués des pays asiatiques de dénoncer la politique impérialiste de l'Occident et d'accuser les partis européens de soutenir les gouvernements menant cette politique.

Nous voulons bien croire que les délégués orientaux ne se sont pas laissés convaincre par les arguments d'un Guy Mollet. Et bien qu'aucune illusion ne peut se faire sur la suggestion de plusieurs partis asiatiques de prendre la tête d'une « troisième force pour empêcher la troisième guerre mondiale », on ne peut sous-estimer une telle position. Il est même certain que cette attitude, si elle est adoptée à Rangoun, où est convoqué pour le début du mois de janvier 1953 une conférence des partis socialistes asiatiques, signifiera l'éclatement de l'Internationale et aura

un effet sur l'attitude des partis européens.

Cette rupture entre les partis d'Europe et les partis des pays sous le joug impérialiste est apparue clairement à ce congrès de Milan. Et malgré la volonté d'éviter l'éclatement, qui pourra arguer la délégation européenne, commandée de M. Bjork (Suède), Guy Mollet (France) et Attlee (Angleterre), quand les délégués tunisiens, invités à la conférence, accuseront et que les délégations de Malaisie, d'Indonésie, du Japon, dénonceront l'impérialisme. Ce

FÊLURE DANS LE BLOC ATLANTIQUE

Daladier et Herriot attendus à Moscou?

Il n'est pas osé de dire que le congrès radical de Bordeaux, par les déclarations de Daladier et Herriot, a fait éclater une véritable bombe au milieu du parlementarisme français et étranger.

Si Herriot a attaqué le projet d'armée européenne « avec des formes » il n'en a pas moins condamné sans appel possible, quelles que soient les injonctions (cessation de la guerre d'Indochine, par exemple), en le déclarant contraire à la Constitution. Cependant, la fin de son discours peut nous laisser entrevoir sa véritable pensée (pourquoi n'a-t-il pas fait son argumentation sur la Constitution depuis plusieurs mois ?) « Il n'est pas indigne à la France, dit Herriot, de tenir le rôle d'arbitre et d'apporter son concours à toute tentative destinée à sauver la paix ».

Grâce au discours de Daladier, nous allons pouvoir préciser cette phrase : « Serait-il déshonorant pour la France de faire tous ses efforts

pour apaiser le conflit entre l'Est et l'Ouest ? Nous devons avant tout établir la paix dans le monde ».

Voilà qui clarifie singulièrement le problème. Ce durcissement à l'égard de ce qui est un traité dicté par les U.S.A. ne peut s'interpréter que comme un durcissement à l'égard des U.S.A. eux-mêmes. Et qui dit durcissement à l'égard des U.S.A. ne dit pas rapprochement à l'égard de l'U.R.S.S. ? La déclaration de Daladier est sans équivoque : apaiser le conflit entre l'Est et l'Ouest, c'est, pour la France, intégrée totalement dans le pacte atlantique, une révolte contre ce pacte. C'est avant tout s'opposer au réarmement de l'Allemagne, condition essentielle pour pouvoir ouvrir des négociations entre les deux blocs.

Et les différentes déclarations de Staline, qui, sur le moment, nous avaient semblé plus ou moins insensées ou erronées s'éclairent d'un jour nouveau. Prévoir la guerre entre

pays capitalistes, n'était-ce pas dans une certaine mesure prévoir le durcissement actuel des relations franco-américaines, durcissement qui pourrait être exaspéré par les questions tunisiennes et marocaines et par l'offensive du Viet-Minh, Staline pouvant arrêter cette offensive à son gré et les Américains ne faisant pas assez pour l'enrayer.

Mais si cette déclaration n'est pas encore prête, et de loin, à être vérifiée, la déclaration de clôture du congrès de Moscou est beaucoup plus éducative.

« Le drapeau de l'indépendance et de la souveraineté nationale a été jeté par-dessus bord. Il est hors de doute que c'est à vous, représentants des partis communiste et démocratique de lever ce drapeau ».

N'est-ce pas dire que si la bourgeoisie française relève le « drapeau de PHILIPPE.

(Suite page 2, col. 4.)

Palais de la Mutualité

GRAND GALA ANNUEL DU « LIB »

au profit des œuvres de solidarité du Mouvement Libertaire

Mardi 11 Novembre à 14 heures précises

A cette matinée, un programme magnifique et varié vous sera présenté

L'émouvante et sensible chanteuse Une révélation extraordinaire L'interprète des œuvres de Raymond Asso Le chansonnier du Théâtre de Dix Heures La dernière révélation de la scène

Irène CHRISTIAN Annie PASCALE Jean CHAMBON Jacques GRELO Georges BRASSENS

Charo MORALÈS DADZU André DEV Charles BERNARD
danseuse internationale le populaire caricaturiste des Noctambules du Caveau de la République

La Chorale des Auberges de la Jeunesse
« ÉVASION » Robert DINEL Le Trio VINCENTI Simone LANGLOIS
Du Cabaret « Milord l'Arsoille »

Au piano : Jacqueline BRUYNE LA CHORALE INTERNATIONALE ANARCHISTE Luc PORET
Et ce n'est pas tout...

Retirez vos places au « LIBERTAIRE », 145, Quai de Valmy, Paris-X^e — Métro : Château-Landon — Prix : 200 francs (location en sus : 50 francs)

Manifeste du 2^{ème} Congrès de l'Association des Travailleurs Vietnamiens en France

Le 2^e Congrès annuel de l'Association des Travailleurs Vietnamiens en France, réuni les 4 et 5 octobre 1952 à Paris, après avoir examiné la situation au Vietnam, constate que :

La résistance héroïque du peuple vietnamien est entrée dans sa huitième année. Chaque jour montre que ses forces augmentent et remportent de victoires en victoires, tandis que celles de l'impérialisme diminuent sans cesse.

Le fantoche Bao-Dai et sa clique ne représentent que le mandarin et la bourgeoisie féodale du pays dont l'unique désir consiste à s'appuyer sur la baïonnette de l'impérialisme pour défendre tant leur situation que leurs privilèges personnels. L'établissement des gouvernements collaborateurs achetés de Thinh, Hoach, Xuân à Hân, Tām, leur masque tombe peu à peu. A l'heure actuelle, ils reçoivent ouvertement de l'argent et des armes des impérialismes français et américains pour mobiliser la pitié de quoi combattre le mouvement de lutte pour l'indépendance totale du peuple vietnamien.

Mais, malgré tentatives, Bao-Dai et sa clique n'ont réussi à susciter aucun écho. Ils ont échoué complètement au point de vue politique comme au point de vue économique et social. La « carte Bao-Dai » préconisée par l'impérialisme visait le but de détacher du mouvement de la résistance un certain nombre d'éléments nationalistes. Cependant, les résultats s'avèrent aujourd'hui nuls. Bao-Dai et sa clique ont pu rallier tout juste les anciens cadres du mandarin et les couches bourgeoises les plus corrompues de la société vietnamienne. La grande majorité des nationalistes restent dans les rangs de la résistance.

L'avènement du gouvernement Nguyen van Tām prouve encore, s'il en est besoin, l'échec complet de la « carte Bao-Dai ». Bao-Dai et sa clique ayant perdu l'espoir de tromper le peuple par un semblant de « démocratie », ont recouru au « fil » de triste réputation Nguyen van Tām pour appliquer la politique policière de répression.

Quel que soit son régime, « démocratie travestie » ou « politique de force », ils ne pourront remplir leur rôle de diviseur à l'égard de la résistance, rôle que l'impérialisme leur a dévolu. Cependant, en tant que valets de l'impérialisme, ils doivent poursuivre leur mission jusqu'au bout.

En France, ils continuent à semer la confusion dans l'esprit des Vietnamiens anti-impérialistes, et cherchent par tous moyens à ébranler les éléments encore fidèles. Leurs manœuvres restent toutefois infructueuses. Seuls, les ignorants et les indésirables les suivent par goût de lucre et pour leur pitié.

La grande majorité des Vietnamiens en France ne se laissent pas tomber dans leur piège. Ils apportent toujours leur soutien agissant à la résistance héroïque des masses vietnamiennes. Ils sauront s'unir dans un puissant front unique contre l'impérialisme et Bao-Dai.

- A bas Bao-Dai et sa clique, agents de l'impérialisme !
- A bas le gouvernement policier Nguyen van Tām !
- A bas la mobilisation du fantoche Bao-Dai !
- Vive la lutte héroïque du prolétariat vietnamien !

Paris, le 5 octobre 1952.

Le 2^e Congrès de l'Association des Travailleurs Vietnamiens en France.

UNE AUMONE POUR LES VIEUX ?

Etat et représentants (?) des vieux travailleurs sont d'accord !

DIMANCHE dernier, 26 octobre, on s'est penché officiellement sur la misère publique en organisant la seconde journée nationale des vieux. La première est l'année dernière, le 3 juin — et avait rapporté la somme dérisoire de 44 millions et demi, dont il fallut déduire à peu près 41 %, pour régler l'impression de 450.000 affiches et 5 millions d'insignes.

40 millions furent donc répartis aux vieux comme une aumône, on leur fit la charité sous forme de secours individuels par l'intermédiaire des bureaux de bienfaisance, des œuvres privées

confessionnelles ou non avec l'autorisation du ministre de la Santé publique — Vive la séparation de l'Eglise et de l'Etat — On avait donc recueilli, frais déduits, 40 millions, au taux actuel des prix, pour 800 vieux. Puisque l'on vous dit, c'est beau la charité chrétienne ! La manière de donner pour ces « grands » cœurs vaut mieux que ce que l'on donne, et certains profits moraux ne sont pas à dédaigner, pas plus qu'ils font fi d'ailleurs de profits matériels.

Quel sera le résultat de cette journée charitable ? A peu près le même que l'année dernière. Déplorons cependant la physiologie des quêteuses : toutes nous rappellent Mlle Putais, de « Clochemerle » avec cet arrière-goût de moissure de confessionnal.

La charité officielle ou officieuse s'inquiète assez parconnaissance de la misère des vieux.

Le Conseil Economique, lui-même, vient de se pencher sur ces cas douloureux et propose généralement 8.000 francs par mois par vieillard. Puisque l'on vous dit, l'on vous répète vite usés par le travail qui fit la fortune des puissants de ce monde, que ces derniers pensent à vous 8.000 francs par mois, à peu près 270 francs par jour. Avec le lait à 45 francs le litre, le pain à 50 francs le kilo, le beurre à 720 francs le kilo et les légumes et la viande, et le gaz, l'eau, l'électricité, le loyer, et l'habillement, les chaussures.

270 francs par jour, l'os que l'on jette à un chien. Cela ne nous indignait que trop justement, mais l'attitude de certains journaux qui se veulent à tout prix défenseurs des vieux et qui se satisfont de cette aumône pour les vieux, n'en est encore que plus écurante. En ne demandant — immédiatement, l'Etat — pour les vieux, il se sent les soutiens invovés de ce régime scandaleux qu'est le capitalisme. Ils veulent justifier leur existence en quémendant de temps à autre une aumône pour les vieux.

La misère, elle, n'attend pas. C'est la grande faucheuse. C'est la mort.

LES peuples africains ont assez, l'effroyable esclavage dans lequel ils sont maintenus par les colons européens commence à vaciller sous les coups de boutoirs des peuples noirs d'Afrique en lutte pour leur libération.

Si, de la terreur française en A.E.F. et A.O.F., il ne nous parvient que peu de nouvelles et généralement avec beaucoup de retard, c'est que les capitalistes français, ne tenant pas à voir étaler leurs crimes qui seraient de nature à susciter des réactions de solidarité de la part de la classe ouvrière de France, disposent d'une censure totale sur tout ce qui se passe en Afrique.

Par contre, il est de bonne politique de diffuser largement les troubles qui agitent les colonies anglaises, portugaises ou hollandaises, ceci pour créer le simple réflexe : « la colonisation française, elle, apporte du bien-être aux peuples noirs » et aussi pour perpétuer chez les Français ce sentiment : « Nous sommes bien bons de civiliser ces nègres qui sont paresseux et cruels ».

Ces jolis mensonges ont pu servir les intérêts capitalistes pendant un certain temps, renforcer le chauvinisme et le racisme, mais qu'on le veuille ou non, à présent, ça ne prend plus.

Les travailleurs français croient de moins en moins « qu'un bol de riz suffit à un Chinois pour vivre de longues années », car ils savent que les peuples colonisés sont, comme eux, des exploités en lutte.

Les prolétaires n'ont pas de patrie... et c'est pourquoi ces jours-ci une heure de fierté passait dans le regard de nombreux travailleurs en lisant les succès magistraux qu'obtiennent, dans leur lutte contre le capitalisme, les prolétaires du Viet-Nam.

Cette même heure, mais cette fois mêlée d'une fraternité anglaise, à l'annonce des premières luttes de Tunisie, et

de douleur à celle du « ratisage » du Cap Bon.

La grande grille des chemins de fer algériens et soudanais, il y a quelques années, les soulèvements, noyés dans une répression atroce, des peuples malgaches, les luttes des travailleurs nord-africains. Toutes ces luttes, tous ces espoirs, toutes ces souffrances sont nôtres, sont ressenties dans leur chair par la grande famille internationale des exploités. Par les prolétaires du monde, noirs, jaunes ou blancs, « civilisés » ou pas.

Depuis quelques mois, nous suivons avec émotion la magnifique lutte du peuple sud-africain contre le gouvernement fasciste du Dr Malan et contre les capitalistes « Afrikanders ».

Cette lutte, impulsée par le Parti du Congrès, mais menée par le peuple noir en entier, vit un « miracle » s'opère. Les noirs et les indiens, qui s'étaient toujours combattus, s'unissent enfin en un véritable front prolétarien contre la politique de ségrégation raciale. On sait qu'en Afrique du Sud (comme dans tout le reste de l'Afrique et le sud des « démocratiques U.S.A. »), les gens de couleur n'ont pas le droit d'user des mêmes services publics que les blancs : chemins de fer, salles d'attente, jardins publics, tramways, hôtels, cafés, magasins d'approvisionnement, cinémas, etc. leur sont partiellement interdits, pour leur seul crime d'avoir la peau brune.

Contre ce régime des ghettos, les travailleurs sud-africains ont adopté la résistance passive. La lutte armée leur étant rendue matériellement impossible.

Aussi, tous les jours, dans tous les coins de l'Union sud-africaine, des groupes d'hommes et de femmes de couleur s'introduisent dans des locaux, dans des restaurants, dans des trains réservés aux blancs, et ne quittent les lieux que par le fait d'une répression policière d'une rare violence. On compte plus de 3.000 arrestations en quelques mois.

Ce mouvement a le caractère d'un véritable soulèvement populaire, et n'a-t-on pas vu récemment un groupe important de fillettes noires « occuper » une salle d'attente « blanche » de gare jusqu'à en être chassées par la police, tout ceci en chantant les vieux chants africains interdits !...

Depuis quelques jours, un autre foyer de lutte s'est déclaré, dans l'Est Africain cette fois, et la presse française relate avec un luxe de détails les « crimes des Mau-Mau » du Kenya.

Là, s'agit, c'est certain, d'une lutte violente, entreprise par le peuple kikonyou contre l'incroyable misère et répression dont il est victime de la part des Anglais. Son organisation c'est le « Mouvement Mau-Man », et c'est en masse que les Kikonyous grossissent ses rangs.

C'est la presse capitaliste nous présente les Mau-Mau comme des bandes d'assassins n'est pas pour nous étonner, le Viet-Minh n'était-il pas lui aussi composé d'un ramassis d'étrangers opprimés par le peuple vietnamien, selon cette même presse. Seulement, pour ce qui est du Viet-Minh, les prisonniers de guerre français en reviennent et déclarent

Les larbins du capitalisme

(Suite de la première page)

ne sera certainement pas la déclaration préventive faite à Milan qui convaincra les délégués : « La politique de l'O.N.U. envers les peuples qui n'ont pas un gouvernement autonome doit s'efforcer de leur obtenir par des voies pacifiques l'indépendance politique et l'autonomie nationale ».

TITO ET LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Il reste, à part cela, sur le plan de la politique européenne discutée au congrès, un autre point important à aborder.

Une séance secrète a été consacrée à ce problème. L'intégration politique, économique et militaire de l'Europe, ainsi qu'une proposition italienne concernant un plébiscite dans le territoire libre de Trieste y ont été particulièrement examinées.

Nous ne nous attarderons pas à analyser les désaccords entre les divers partis européens, désaccords dus, comme nous l'avons souligné, à l'intégration complète des sociaux-démocrates à leur bourgeoisie propre constamment en concurrence économique, politique et que n'a pu résoudre Guy Mollet qui est de principaux avocats de l'entente européenne et du traité de défense.

La réaction anti-européenne du congrès radical-socialiste de Bordeaux a même certainement aggravé encore les difficultés.

Nous remarquerons simplement un fait qui a semblé passer inaperçu à travers la presse.

M. Zivko Topalovitch, leader du P.S. yougoslave, qui dans les conférences européennes socialistes et lors du premier congrès a toujours assuré symboliquement la présidence honoraire, n'a pas eu droit cette année à la moindre marque d'intérêt.

Faudrait-il faire un rapprochement entre cette disparition d'un ennemi du régime titiste et le voyage collectif qu'a organisé le P.S. français dans le pays de Tito cet été et le discours qu'a pu y prononcer M. Daniel Meyer.

Cette séance secrète n'aurait-elle pas absorbé le cas Tito et son intégration officielle à la communauté européenne.

Tito apparaissant de plus en plus intégré dans le camp américain et voulant conserver une façade socialiste à son régime, la social-démocratie lui offrirait son paravent. L'avenir nous dira si nous avons pressenti la vérité.

En tout cas ce congrès de l'Internationale social-démocrate confirme l'im-

portance du rôle des communistes libertaires dans cette Europe où les classes ouvrières sont trompées, vendues par les partis soi-disant communistes et socialistes.

Le congrès de Milan, après le congrès de Moscou montre aux travailleurs que la seule voie de salut reste notre Fédération Anarchiste, que la seule voie révolutionnaire reste son combat 3^e FRONT.

MISE EN GARDE

Les camarades de Nice et de la région apra ont pris connaissance de la documentation concernant la tentative communautaire de Plascassier (domaine de la Bagne) et du comportement de son gérant Gaston Michaud, alias Gaston Britel, ont décidé de mettre en garde les camarades. Une commission a sollicité de Michaud des explications concernant son comportement et ses accusations calomnieuses envers de nombreux camarades. Les explications de Michaud s'étant révélées insuffisantes, les camarades décident de diffuser la présente « Mise en Garde ». La Commission défie le dossier concernant le cas Michaud et se tient à la disposition de tous les camarades désirant des précisions.

La 13^e Région F.A.
Le groupe de Nice.

Daladier - Herriot

(Suite de la 1^{re} page.)

l'indépendance nationale », c'est-à-dire rompt les relations avec les U.S.A., les représentants des partis communistes et démocratiques s'engageront à la politique de cette bourgeoisie, comme ils l'avaient fait en 1935 et en 1946 ?

Et ces déclarations, qui concordent si bien avec les déclarations de Daladier et Herriot, donnant la preuve de la grande prévoyance de Staline... A moins que, ce qui nous semble infiniment plus logique, Daladier n'ait eu des contacts genre Munich...

A ce sujet, les Berlinois, qui sont mieux renseignés que nous, puisqu'ils sont sur les lieux mêmes, sont affirmatifs : Daladier a rencontré à Berlin le conseiller politique français, M. de Noblet, lequel est un protagoniste du rapprochement avec l'Union soviétique.

Que faut-il en conclure ? Il ne faut

rent qu'en fait de tortures, c'étaient des cours d'économie politique qu'ils recevaient et que les soi-disant « bandes » représentait en fait un vaste mouvement populaire remarquablement organisé. D'ailleurs, les « bandes de Viets » ont tendance à être pris un peu plus au sérieux par cette presse ces jours derniers.

De même, peut-être un jour on s'apercevra que les « Mau-Mau redoutables » auront réussi à se libérer du joug européen.

En fait, à travers les informations parvenues du Kenya, on arrive à se faire une idée de ce qu'est en réalité le mouvement révolutionnaire Mau-Man.

Le fait qu'ils tuent des capitalistes, des militaires et des curés n'est pas pour nous émouvoir et la presse bourgeoise, qui s'en indignent et le considère comme symptomatique de la « cruauté nègre », pourrait tout de même avoir le sérieux de considérer qu'une révolution ne se fait pas en distribuant des bonbons à la menthe, surtout lorsqu'on a contre soit une armée moderne bien équipée et pour soi seulement le nombre (6 millions !), le courage et des machettes !

Dans un tract ronéotypé intitulé : « L'Afrique vous parle », les militants Mau-Man s'adressent en ces termes aux exploités européens responsables de l'opération répressive « Jack Ascob pick-up » :

« Vous devez vous sentir très heureux du succès apparent de votre cruelle opération Jack Ascob.

« Vous avez arrêté notre chef Jomo Kenyatta et beaucoup d'autres gens de la classe en lutte. Souhaitons que les prolétaires « éboulés » en captent le message et y puisent un surcroît de vigueur pour leurs luttes vers la Révolution.

SCHUMACK.

Les commerçants volent sur la balance

En marge des histoires de brigands et des parenthèses libertines, France-Dimanche tient tribune libre.

Là, se mêlent les avis de toute sorte. En cela, rien à dire, le but est « louable » bien que la tenue de cette rubrique soit souvent d'un intérêt inégal.

Cette semaine, toutefois, une ouvrière, Mme Heureux, écrit sans mâcher ses mots ce qu'elle pense de la façon dont les petits commerçants opèrent pour, par-delà leurs super-bénéfices officiels, voler le client en trichant sur la valeur des fractions de poids.

Nous ne saurions trop être d'accord avec Mme Heureux. De plus il nous semble qu'elle n'a pas manqué de discernement en adressant sa lettre à un journal bourgeois de fort tirage, touchant par là de vastes couches de la population.

Dans notre lutte de classe il ne faut pas négliger de telles initiatives : l'emploi public de libertés que les bourgeois se réservent en principe à eux-mêmes.

Nous pensons donc que Mme Heureux ne nous en voudra pas de reproduire ici sa lettre.

Mme HEUREUX, 54, rue Guy-Moquet, Charentonneau (Seine).

« Je voudrais attirer votre attention sur l'emploi de la double étiquette. Quelle grosse bêtise que cela quand certains commerçants sans scrupules vous majorisent sans que 90 p. 100 des clients s'en aperçoivent. Hier, dimanche, j'ai acheté des merguez à 240 fr. le kilo. J'avais exactement 300 grammes en plus de la livre. J'avais compté avant la vente de 192 fr. quand la vendeuse m'annonça 212 fr. ; je lui ai fait remarquer qu'elle se trompait. La patronne est arrivée, c'est tout juste si elle m'a pas engueulé. L'autre fois, la tripière (tête de veau désossée : 600 fr. le kilo) : j'avais 400 grammes, ce qui faisait 240 francs. Elle me dit, la tripière, 290 fr. Je suis revenue sur mes pas. Je lui ai fait remarquer, elle m'a dit qu'il y avait que celui qui faisait rien qui ne se trompait pas — résumant l'histoire.

L'autre jour aussi, avec les charcutiers : 50 fr. de plus, et l'autre jour avec le fruitier : 9 fr. pour 400 gr. Ce qui me laisse réuseuse, c'est que sur 4 commerçants pas un ne s'est trompé à son préjudice. Je voudrais que vous insériez ces lignes dans votre journal avec mon adresse et pourriez-vous m'indiquer à quel journal je pourrais m'adresser pour que je sois payée : 600 fr. le kilo égale 60 fr. les 100 gr. ; si la tripière avait fait 50 clients à 50 francs pièce, cela lui faisait, à la fin du marché, 2.500 fr. en plus de son bénéfice. Qu'ils viennent pas pleurer misère à ce moment — quand ils ont canton et auto, pour aller se promener, quand à moi cela fait trente ans que je travaille

en usine et j'ai tout juste une bicyclette. Que chacun fasse son profit de ces lignes. Soyons attentifs et n'hésitons pas à dénoncer dans la boutique même des mercantis les tentatives de vol dont nous sommes l'objet.

Communiqués de Groupes

La rédaction demande aux groupes de ne faire insérer dans l'organe de la Fédération, que les communiqués jugés indispensables par les militants. Ceci afin de laisser la place aux articles d'actualité politique et sociale indispensables à notre propagande.

2^e REGION

PARIS-XVII^e (Louise Michel). — Réunion du groupe vendredi 7 novembre, à 20 h. 45, salle Tréteigne, 7, rue de Tréteigne. Présence indispensable de tous les camarades.

8^e REGION

LYON. — Samedi 15 novembre, à 16 h., au siège, 71, rue de Bonnel (Café du Bon Accueil). Causerie antireligieuse par le camarade Gaston Jouanin.

OULLINS. — Dans le but de faciliter les camarades, il a été décidé que la permanence se tiendra chaque mois, au lieu habituel, même heure, mais le premier vendredi de chaque mois, au lieu du premier samedi, comme avant. Café Rhodé, 1, rue de la République, Oullins (Rhône). Correspondance à Jouanin, 7, rue de la République, Oullins.

10^e REGION

ARIEGE. — Les camarades de l'ariège sont informés qu'ils peuvent entrer en contact avec le camarade Roger Rouja, à Bordes-sur-Arize (Ariège).

TOULOUSE. — Réunion tous les vendredis, à 21 heures, Brasserie des Sports, boulevard de Strasbourg. Librairie, dimanche matin, face 71, rue du Taur. Vente du « Lib » à la criée, angle rue Saint-Bernard.

COMMUNIQUE DU COMITE NATIONAL

Le prochain « Lien » paraîtra dans la deuxième quinzaine de novembre.

- Sommaire :
- Motion des groupes.
 - La fête du LIB.
 - Rapport des responsables nationaux.
 - L'exemple de nos camarades de Saône-et-Loire.
 - Les statuts et l'unité de la F.A., etc.

SYMPATHISANTS ET JEUNES

Sur l'initiative du Comité régional de la F.A., une commission d'accueil est formée qui a pour but de recevoir les sympathisants et les Jeunes désireux de militer au sein de notre organisation.

Cette Commission, ou l'un de ses membres, recevra chaque mercredi entre 18 h. 30 et 19 h. 30, au siège de la Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris.

S.I.A. : Son calendrier 1953

Le calendrier de S.I.A. 1953 vient de paraître ; son prix est fixé à 90 fr. l'exemplaire.

Ce calendrier, par son originalité, diffère des précédents ; il est composé d'un frontispice en carton, doté d'un magnifique dessin de trois couleurs, symbolisant le travail, la paix et la justice. Dessin qui a remporté le premier prix dans le récent concours d'allégories en faveur du calendrier de S.I.A. 1953.

Au verso des feuilles mensuelles se trouve un thème dédié à l'une des grandes œuvres de la littérature. Ces critiques nous ont été gracieusement envoyées par des amis fervents de S.I.A.

Les mandats doivent être envoyés à S.I.A., C.C.P. 1230-50, Toulouse.

Tous les camarades antifascistes peuvent dès maintenant faire leur commande de calendrier en s'adressant au Comité National de la Solidarité Internationale Antifasciste, 21, rue Palaprat, Toulouse.

SOUSCRIVEZ pour Le Libertaire

Henry	1.000	Fassat	400	Bernot	200	Breton	200
Jacquier	200	Roux	300	Signoret	600	Fessart	500
Felgras	100	Georges	200	Persicot	200	Moine	1.000
Jacquelin	500	Postier	2.000	Bourgneuf	200	Lamy	300
Buclos	450	3 Espagnols	600	Soupeyran	200	Guillemin	200
Reynaud	500	Thérèse	300	Auray	300	Idroie	300
Filliol	200	Lucis	200	André	500	Cécil	500
Philippe	200	Guersi	500	Roman	200	Monique	200
Azzolini	1.000	Maurice	300	Richard	200	Tristan	1.000
Noblet	1.000	Brun	200	Rully	200	Langlet	200
Robert	500	Brunat	500	Blanchet	1.000	Leconte	1.000
Echevne	2.000	Serge	500	Fontenis	1.000	Un groupe	10.000
Laville	500	Fauch	1.000	Duthier	500	Martini	200
Bourrant	1.000	Gruss	500	Peritinos	200	Lhopital	200
Berranger	200	Michèle	200	Gibson	300	Munoz	500
Laforge	200	X	200	Chiveau	250	Rousseau	500
Rozzo	80	Godon	500	Carreller	200	Fontenay	200
Boudoul	200	Porte	300	Corté	700	Legall	250
Gil	300	José	300	Gillois	700	Well	300
Mouffetard	100	Gros	1.000	Lanteau	200	J. Pierre	200
Mario	250	Moro	500	Letellier	300	Berger	250
Gonzalez	500	XX	500	Girard	250	Gerra	1.000
Blanchard	500	St. Francis	300	Simon	550	Billot	1.000
François	200	Sti	200	Azzi	300	Perrier	200
X	5.000	Bulle	200	Oliveras	200	Dulot	300
X	100	Serge	5.000	Biquillon	300	Liénard	300
Micheline	300	Caron	1.000	Casars	300	Callaghan	200
2 copains	2.000	Claudius	200	Leroux	300	Renard	300
Klouane	200	Serard	300	Mohamed	1.000	Mollier	1.000
Pax	100	X	200	Colbert	200	Meyer	1.000
Raoul	300	Barbet	250	Drapier	200	Dulac	200
Remy	300	Merot	200	Faure	1.000	Préjean	300
Marin	200	Cesar	200	Dumoutin	600	Alme	200
Villette	300	Simona	350	Grandroc	350	En passant	150
Roger	200	Antonio	500	Caudet	200	Chauvin	200
Rollin	500	Un boueux	1.000	Rouet	200	Dravet	200
Jean	200	Floral	300	Dervin	200	Blanchard	500
Buda	200	Ceren	200	Chavet	500	Blanchard	500
Busos	200	Tanfer	200	Gilber	200	Banal	200
Canal	1.000	Ervilleard	500	Prol	250	Guillon	200
Henri	200	Chapus	500	Nodlin	300	Pierre et X	100
Della	300	Dupuis	200	Joules	1.000	XX	200
Héli	200	Gullon	500	John Giv	500	XX	200

CULTURE & REVOLUTION

Réalisation communiste libertaire en 1936

La réorganisation des écoles de Barcelone pendant la Révolution Espagnole

par Michel MALLA

PEU de temps après le 19 juillet 1936, à Barcelone, sur la grille du palais qui abritait auparavant la « Sociedad Anonima de Lesseps » (1). On pouvait voir une affiche fraîchement posée ainsi composée :

GENERALITE DE CATALOGNE
Comité de l'Ecole Nouvelle Unifiée
C.N.T. :
Syndicat des professions libérales
U.G.T. :
Travailleurs de l'enseignement
Local réservé
au Service de la culture
sous la protection des milices
antifascistes.

Dans ce « palais », le C.E.N.U. avait installé ses bureaux et en pleine révolution s'était mis au travail pour réorganiser ou plus exactement organiser l'enseignement. Ce comité se composait de deux membres de la C.N.T., de deux membres de l'U.G.T. et de deux membres de la « généralité ». Il avait à sa tête Joan Puig, directeur de l'école « Natura » et président de la Section culturelle de la C.N.T.

Les délégués imprégnés des grands principes de la révolution libertaire espagnole se donnerent d'abord pour tâche d'accueillir dans le plus bref délai tous les enfants sur les bancs des écoles et de donner à chaque enfant le maximum de chances de s'instruire dans un climat de fraternité.

Organisation

ON se livra dès les premiers jours à un travail de statistiques pour connaître exactement le nombre d'enfants qu'il fallait abriter et le nombre d'écoles qu'il fallait aménager. Georgette Boyé dans un article de « L'Ecole libératrice » de septembre 1936 nous dit à ce sujet :

« Oriol nous conduit à la salle réservée aux statistiques. Les murs sont tapissés de tableaux d'une précision étonnante dont chacun correspond à un district de Barcelone. Des épingles de couleur marquent les édifices dont

on peut disposer pour en faire des écoles, les églises exceptées (celles-ci seront utilisées à cette fin, mais un peu plus tard seulement).

On inscrit sur chaque tableau :
1) Le nombre des enfants du district ;
2) Le nombre des élèves immatriculés dans les écoles au moment de la révolution ;
3) Le nombre des enfants qui se sont inscrits depuis la révolution ;
4) Le nombre des enfants qui ne peuvent être absorbés par les écoles existant actuellement dans le district. »

Ce premier travail dura un certain temps, car les statistiques se modifiaient sans cesse à mesure que les parents inscrivirent leurs enfants.

Les résultats toujours donnés par G. Boyé sont significatifs : Avant le 19 juillet, il y avait dans les écoles de Barcelone 30.000 élèves. Le nombre des nouveaux inscrits après la victoire des anarchistes sur le fascisme s'éleva à 125.000. Si bien que le C.E.N.U. dut loger et instruire 155.000 élèves.

On transforma en écoles les villas que les capitalistes barcelonnais possédaient sur les plages environnantes. A Castell de Feh par exemple, 4.000 enfants furent logés de cette façon. Les chemins de fer collectifs se chargèrent du transport de ces enfants et des cantines furent organisées dans les anciens établissements de bain.

Enseignement unifié

L'ENSEIGNEMENT est divisé en cycles et l'école est conçue de manière à ce que, au cours des études, seuls les dons des enfants permettent à ceux-ci de passer d'un cycle à l'autre.

On pense que les élèves peuvent être divisés en trois catégories : enfants mal doués, 20 % ; enfants moyennement doués, 75 % ; enfants supérieurement doués, 5 %. On ne compartimente pas ces catégories, au contraire on s'efforce toujours d'établir le plus de contacts possibles entre les élèves destinés aux métiers les plus divers (le futur ouvrier reste ainsi l'ami du futur ingénieur). Ce principe de coéducation offre beaucoup d'avantages humains.

Voici un aperçu de la répartition des élèves :

I. — *Elèves mal doués* (20 %). — Ils suivent le premier cycle jusqu'à 14 ans et rentrent dans les écoles de « pré-apprentissage ». Ils se trouvent alors en contact constant avec les élèves moyennement doués qui sont dans les mêmes écoles.
II. — *Elèves moyennement doués* (75 %). — Une partie de ces élèves passe après le premier cycle dans le cadre de l'enseignement « polytechnique de base » qui prépare des chirurgiens, des pharmaciens, des topographes, des bibliothécaires, des instituteurs. Ces élèves côtoient sans cesse les élèves de l'enseignement supérieur (cours communs).

Le reste des enfants moyennement

doués va dans les écoles d'apprentissage et ensuite dans « les écoles du travail ». Ils deviendront des ouvriers d'élite ou des artistes.

III. — *Elèves bien doués* (5 %). — Ils finissent soit à l'Université, soit dans les écoles polytechniques supérieures.

Caractères de l'Ecole Nouvelle

Il s'agissait pour les révolutionnaires libertaires de faire une école propageant les principes réclamés par la nouvelle civilisation fondée sur le travail, la fraternité humaine et l'égalité. Il s'agissait de faire une école capable de préparer les hommes à vivre dans une société libertaire. Il s'agissait donc de faire une école adaptée aux réalités de la vie ouvrière. Paul Robin, Francisco Ferrer et les maîtres camarades de Hambourg dont nous avons déjà parlé ici (2) avaient popularisé ces théories au prix de mille difficultés : L'école pour eux, devait rester en relation constante avec la vie, avec le monde du travail.

Les organisations révolutionnaires de Barcelone s'efforcèrent de suivre l'exemple de ceux qui avaient montré le chemin. Elles firent l'école libertaire de la liberté et de la dignité humaine où nulle cloison n'étanche ne séparait les différents enseignements où chacun était bien à sa place.

Autre caractère de cette école : On fait une place très importante à l'enseignement artistique. On admet à juste raison que les enfants, qu'ils soient bien ou mal doués, possèdent une sensibilité artistique qu'il faut développer. Tous les élèves passent par l'école des Beaux-Arts où l'on s'occupe de théâtre, de

poésie, de musique, de peinture, etc... Si un talent original se révèle chez un élève mal doué pour d'autres travaux, cet élève ira tout de même à l'Université pour se perfectionner.

Mise en pratique

CE plan fut mis immédiatement en pratique. Il vécut plusieurs années. Vous connaissez la suite. Après la victoire de Franco, il n'en fut plus question, l'école retomba entre les mains de l'Eglise.

L'exemple reste toutefois extrêmement brillant et instructif. Si nous avons écrit ces quelques lignes, c'est que cet exemple est aussi un espoir.

(1) A titre indicatif, la « Sociedad Anonima de Lesseps » était une association qui se proposait de venir en aide aux ordres religieux nécessiteux.

(2) Les maîtres camarades d'Hambourg : « Lib. » du 9-3-51 et du 25-5-51.

— Robin et l'éducation intégrale : « Lib. » du 7-12-51.

— Education anarchiste : « Lib. » du 16-11-51.

— L'arrestation de F. Ferrer : « Lib. » du 17-9-52.

BIBLIOTHEQUE

La bibliothèque constituée conjointement avec le Comité National et le Comité Régional sera incessamment à la disposition des militants et sympathisants de la Région parisienne. Le règlement concernant le prêt des livres paraîtra sous peu dans cette page.

Un appel est fait aux militants qui voudraient faire don de livres à la bibliothèque. Nous les remercions à l'avance de leurs offres.

PROBLÈMES ESSENTIELS

AUCUN mot n'a été plus invoqué, plus utilisé, plus usé que celui de « Liberté ». Il importe de réaffirmer souvent ce qu'il signifie pour nous, en opposition à ce qu'il signifie pour les autres.

Les anarchistes ont toujours refusé de le définir en termes métaphysiques. Pour eux, la « liberté » a toujours été une expérience ou une conquête. Elle s'est affirmée comme négation de la soumission, de l'aliénation, du renoncement, de l'asservissement. Ce que Bakounine a appelé l'esprit de révolte est, à travers de l'histoire, la marche vers la liberté, l'aspiration vers la liberté, présente par réaction contre l'asservissement.

Il est donc incontestable qu'il y a en l'homme une aspiration vers la liberté, un « besoin » de liberté. Mais il est incontestable aussi que dans toutes les sociétés de classes, d'exploitation, les victoires de l'humanité contre l'asservissement ont été partielles ou éphémères, même lorsque le simple instinct de révolte s'est prolongé en conscience de la soumission, en réflexion sur les chemins de la liberté.

Une notion déjà élaborée de la liberté ne s'est manifestée vraiment qu'au cours de la lutte de la bourgeoisie contre les vieilles castes féodales, et il s'est agi réellement de la liberté pour la bourgeoisie capitaliste qui s'affranchissait des vieilles tutelles et qui accédait à la gestion.

A ce stade se développait une conception de la liberté de l'individu, alors que jusque là n'avait pu émerger de la vie des sociétés humaines que la notion de liberté d'un clan, d'une nation, plus rarement d'un individu au sein d'un groupe.

Mais cette liberté qui se paraît des apparences de la liberté pour chaque homme (étant donné la nature individualiste de l'entreprise capitaliste à ses débuts), ne pouvait longtemps faire illusion. Ce n'était que la liberté pour une classe nouvelle, la liberté d'exploiter la

classe frustrée, la classe des non-possédants, le prolétariat.

Pour le bourgeois, la liberté politique était réelle, puisqu'il assurait sa liberté, c'est-à-dire son accession à la gestion politique, sur la gestion économique.

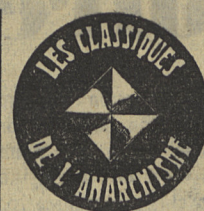
Pour le prolétaire, l'illusion ne devait pas tarder à se dissiper, et les groupes extrémistes — les Enragés, par exemple — de la 1^{re} Révolution, demandaient très vite le bouleversement de la structure économique et la dissolution du pouvoir politique de la Convention au profit de la véritable démocratie, du pouvoir populaire direct des conseils de quartier.

Les expériences de la « démocratie » bourgeoise ont rendu inefficaces, pour les exploités, les couplets attendrissants sur une liberté dont chacun a pu apprécier la vanité.

Tout travailleur un tant soit peu conscient sait aujourd'hui que les formes dites « démocratiques » lui tolèrent quelques « moyens » d'expression, mais qu'on ne peut appeler ces facilités (appréciables sans doute) la liberté.

Tout révolutionnaire sait qu'il faut utiliser tout ce que l'hypocrisie bourgeoise lui concède, mais que ce n'est là ni le but, ni une chose essentielle qu'il veuille le sacrifice d'une lutte suprême. Et ceux qui aujourd'hui se font les défenseurs de ce qu'ils appellent le moindre mal par rapport au pouvoir bureaucratique de Moscou, ceux qui défendent Washington en oubliant ce qu'est la liberté vraie, ceux-là trompent le prolétariat et participent à l'hypocrisie. Non, la liberté n'est pas le petit confort laissé aux propagandes subversives jusqu'à un certain point. « Leur » liberté n'est qu'une atroce dérision pour le chômeur ou l'ouvrier écrasé par 50 heures de travail.

Il ne peut y avoir de liberté théorique, abstraite, en dehors de conditions



L'organisation nécessaire

(tiré d'un article de « L'Agitazione » d'Ancone, n° 14, 11 juin 1897)

...Si parti signifie l'ensemble des individus qui ont une tâche commune et qui s'efforcent de réaliser cette tâche, il est naturel que ceux-ci s'entendent, unissent leurs forces, se partagent le travail et prenant toutes les mesures jugées aptes à réaliser cette tâche. Rester isolés, agissant et voulant agir chacun pour son compte sans s'entendre avec les autres, sans se préparer, sans unir en un faisceau puissant les faibles forces des isolés, signifie se condamner à l'impuissance, perdant son énergie dans de petits actes sans efficacité et très vite perdant la foi dans le but et tombant dans l'inaction complète.

Et d'abord se présente l'objection, pour ainsi dire, préjudicielle : « Mais de quel parti s'agit-il ? » et l'on dit ainsi : « Nous ne sommes pas un parti, nous n'avons pas de programme. »

Et avec cette forme paradoxale, on entend dire que les idées pro-

par Errico MALATESTA

gressent et changent continuellement et que nous ne voulons pas accepter un programme fixe qui peut être bon aujourd'hui, mais qui sera certainement dépassé demain.

Cela serait parfaitement juste s'il était question d'études se proposant la recherche du vrai sans se préoccuper des applications pratiques. Un mathématicien, un chimiste, un psychologue, un sociologue peuvent dire qu'ils n'ont pas de programme ou qu'ils n'ont que celui de rechercher la vérité : ils veulent connaître ; nous voulons faire quelque chose. Mais anarchisme et socialisme ne sont pas des sciences : ils sont des propositions, des projets qu'anarchistes et socialistes veulent mettre en pratique et qui pour cela ont besoin d'être formulés en programme déterminé. La science et l'art de la construction progressent tous les jours, mais un ingénieur qui veut construire ou bien démolir, doit faire son plan, rassembler ses moyens d'action et agir comme si la science et l'art s'étaient arrêtés au moment où il les a trouvés quand il a commencé son travail. Il peut très bien arriver qu'il puisse utiliser de nouvelles acquisitions faites au cours du travail sans renoncer à la partie essentielle de son plan, et il peut même se faire que les nouvelles découvertes et les nouveaux moyens créés par l'industrie soient tels qu'il voit la nécessité d'abandonner tout et de reprendre au départ. Mais en recommençant, il aura besoin de faire un nouveau plan basé sur ce qui est connu jusqu'à ce moment et il ne pourra concevoir et mettre à exécution une construction sans forme, avec des matériaux non préparés, pour la raison que demain la science pourra suggérer des formes meilleures et l'industrie fournir des matériaux mieux fabriqués.

Nous entendons, par parti anarchiste, l'ensemble de ceux qui veulent concourir à réaliser l'anarchisme, et qui pour cela ont besoin de se fixer une tâche à accomplir et une route à suivre, et nous laissons volontiers à leurs élucubrations transcendantes les amateurs de la vérité absolue et du progrès continu, qui ne soumettent jamais leurs idées à l'épreuve des faits, finissent par ne plus rien faire ni découvrir.

La semaine prochaine : L'ORGANISATION ET LA LIBERTÉ (suite du présent article)

Leur liberté et la nôtre

par Georges FONTENIS

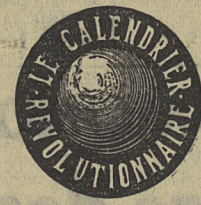
Révolution ? Ce serait être dupe de ses propres principes (mal assimilés), ce serait le refus d'agir ou le refuge dans la contemplation.

Jusqu'à la réalisation révolutionnaire ne peut exister que le fédéralisme interne des organisations révolutionnaires, la démocratie intérieure entre les divers courants révolutionnaires d'accord sur la réalisation en cours.

Le reste n'est que vaine littérature pour bourgeois sensibles, révolutionnaires en chambre, ou rêveurs douillets.

Seule, la gestion conquise et exercée par les travailleurs constituera la liberté, apportant la possibilité pour toutes les nuances idéologiques, même réactionnaires, de s'exprimer, et offrant à chaque homme une perspective infinie de libre développement.

30
Octobre



5
Novembre

30 OCTOBRE 1922

Les fascistes italiens attaquent et pillent les locaux des organisations ouvrières et libérales. Ils font irruption à la rédaction et dans l'imprimerie du journal anarchiste « Humanité Nova ».

31 OCTOBRE 1932

On annonce que les disciples de Saint-Simon : Enfantin, Duvetier et Chevalier, qui avaient constitué une « Eglise » à Paris, rue Monsigny, ont été condamnés à un an de prison et à la dissolution de leur société.

1^{er} NOVEMBRE 1910

A Barcelone se tient un Congrès ouvrier auquel 96 sociétés sont représentées et au cours duquel on décide de constituer la Confédération Nationale du Travail.

2 NOVEMBRE 1830

2.000 mineurs du pays de Galles marchent sur Newport pour réclamer la mise en liberté d'un camarade ; la police les

attaque à Westgate et 14 d'entre eux sont assassinés.

3 NOVEMBRE 1915

Conférence socialiste de Zimmerwald. Le secteur socialiste révolutionnaire, à la tête duquel se trouve LENINE, et celui de la tendance modérée et pacifiste qui était de représentation minoritaire, finissent par s'entendre avec beaucoup de difficultés, pour le lancement d'un manifeste dont TROTSKY avait fait le projet.

4 NOVEMBRE 1864

MARY, qui a rencontré BAKOUNINE à Londres, écrit à ENGELS : « Je dois vous dire qu'il m'a beaucoup plu. C'est un des rares hommes que je retrouve, après seize ans, ayant marché en avant et non pas en arrière. »

5 NOVEMBRE 1869

Parution à Naples du journal « L'Egualanza ». En 1920 en important Congrès anarchiste tient ses assises à Ancona (Italie).

ROMANS

Le Simplon fait un clin d'œil au Préjugé

L'or

Histoires vraies

Anthologie nègre

L'enfantement de la Paix

Pain de soldat

Le pain quotidien

Ils étaient quatre

Les damnés de la terre

L'enfant

Le bachelier

L'insurgé

Les frères Karamazov

Les Conquérants

Souvenir d'enfance et de jeunesse

La vie de Jésus

Fontamara

Monde du sexe

Personne n'est dupe

La vérité est morte

Montserrat

Plexus

La rage de vivre

La croisade de Lee Gordon

E. Vittorini ... 380

B. Gendrars ... 330

— ... 330

H. Poulaillie ... 370

— ... 495

— ... 330

— ... 240

— ... 330

J. Vallès ... 230

— ... 230

— ... 230

Dostoevski ... 730

A. Malraux ... 405

E. Renan ... 390

— ... 495

I. Silone ... 405

Miller ... 610

Harrison ... 585

E. Robles ... 390

— ... 390

H. Miller ... 4095

Mozzow ... 735

G. Himer ... 840

SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. LUSTRE, 145, quai de Valmy, C.C.P. 8032-34

Les prix indiqués sont compris franco

VOUS POUVEZ LIRE...

Actuelles (chronique 44-48) ... 370
Réflexions politiques (1932-1932) ... 480
Le Dieu des Ténérès ... 525
Le Bréviaire de la haine ... 825
L'Ere des organisateurs ... 435
L'Internationale chrétienne ... 400
Essai sur la condition ouvrière ... 540
Le démocrate devant l'autorité ... 540
Discours de la servitude volontaire ... 330
L'homme révolté ... 680
Féminisme et mouvement ouvrier ... 450
G. Sand ... 450
La jeunesse de Lénine ... 570
Lénine et Trotsky ... 420
Lénine, Trotsky, Staline ... 420
Le rôle d'accusé ... 420

A. Camus ... 370

Beuve-Méry ... 480

Silone-Wright ... 525

Poliakov ... 825

J. Burnham ... 435

P. Le Franc ... 400

M. Collinet ... 540

Bontemps ... 540

La Botte ... 330

A. Camus ... 680

Dolléans ... 450

B.-O. Wolfe ... 450

— ... 570

— ... 420

Roger Grenier ... 420

Les Américains ... 405

K. Marx ... 320

Esprit du syndicalisme ... 580

Le petit monde de Don Camillo ... 495

Voyage sans cartes ... 375

L'agent secret ... 745

Secret et violence ... 255

Le Festival ... 480

Le feu qui prend ... 420

L'ombre suit le corps ... 420

Les Marais ... 420

Maguelonne ... 420

Les deux sœurs ... 420

L.-F. Céline tel que je l'ai vu ... 300

Scandale aux Abysses ... 780

Les manants du Christ ... 675

Le cœur net ... 420

Entretiens ... 780

Héloïse et Abélard ... 240

Bon pied bon œil ... 330

Coup de barre ... 290

La 25^e heure ... 605

Treize à la douzaine ... 420

Six filles à marier ... 420

Diable de Patrick ... 420

Barnum ... 480

G. Gorer ... 405

L. Trotsky ... 320

Collinet ... 580

Guareschi ... 495

G. Greene ... 375

G. Glaser ... 745

M. Raphaël ... 255

J. Cayrol ... 480

D. Rolin ... 420

— ... 420

G. Nançay ... 420

LE BEL EXEMPLE

de nos camarades de

Saône-et-Loire

Le succès de quelques-uns des militants de la F.A. dans certaines entreprises — disons-nous la semaine dernière — permet de penser que l'anarchisme révolutionnaire n'a pas encore dit son dernier mot.

Ceux qui d'entre nous, à l'occasion des vacances, sont passés par Mâcon, ont pu voir sur les murs de la ville les affiches de la Fédération Anarchiste de Saône-et-Loire et notamment son appel aux travailleurs mâconnais qui a eu un certain retentissement dans les entreprises, aussi bien chez Chartier que chez Perreux que chez Monet et Goyon...

La F.A. de Saône-et-Loire, centrée sur les questions ouvrières, a reçu, surtout à Mâcon, de nombreux témoignages de sympathie de la part des travailleurs qui ont trouvé chez les anarchistes des soucis, des préoccupations et une cause à défendre qui étaient leurs propres soucis, leurs propres préoccupations et leur propre cause.

C'est ainsi que dans une entreprise, des travailleurs découragés par l'action de la C.G.T. mais ne désirant pas rejoindre les autres centrales, assistent à plusieurs réunions décidées par quelques-uns de nos camarades. Ils sont dix à la première réunion. A la deuxième ils sont vingt-cinq. Après la constitution d'un bureau provisoire et malgré l'opposition des militants du P.C.F. des listes sont déposées aux différentes élections (délégués du personnel, comité d'entreprise, caisse de solidarité). Résultat : sept élus pour le syndicat révolutionnaire autonome et neuf pour la C.G.T. Devant ce succès une assemblée générale du nouveau syndicat est convoquée. Un bureau définitif est élu et les statuts sont adoptés à l'unanimité. Le syndicat compte aujourd'hui 48 membres, celui de la C.G.T. en compte 50.

Par ce premier succès, car ils ne s'arrêteront pas en si bon chemin, nos camarades de Mâcon infligent un cruel démenti à ceux qui prétendent limiter l'action anarchiste à la parole et aux écrits. L'action anarchiste se fait et c'est sur le terrain de la lutte de classes qu'elle se fait le mieux. Les travailleurs de la F.A. en Saône-et-Loire ont compris cela, leur enthousiasme et leur dynamisme font le reste.

Partie intégrante de la classe ouvrière, notre Fédération Anarchiste participe

A la Thomson Gennevilliers

Devant les revendications légitimes des travailleurs pour une augmentation de salaire décente, la direction proposait des changements d'échelons par catégorie répartis sur un mois. Ce qui avait pour but de diviser les travailleurs et ne donnait que 3 francs pour le P3 (professionnel 3^e catégorie). Mais les travailleurs à qui le groupe libertaire d'entreprise a donné l'impulsion du mouvement, ont débrayé de 16 h à 17 h. 30 et demandent une augmentation de salaires non hiérarchisée (car les travailleurs de la Thomson ont compris que les augmentations en pourcentage ne faisaient qu'accroître leur division) de 50 francs de l'heure pour tous.

Correspondant « Lib ».

DONZÈRE-MONDRAGON : Le barrage des records

Le barrage de Donzère-Mondragon est terminé. C'est, dit-on, une très belle réalisation et nous n'en doutons pas. De nos jours tout pays dont l'économie est un peu plus que végétative a besoin de s'équiper. Et qu'on ait l'air d'insinuer la propagande américaine, le potentiel économique de la France n'est pas assez usé pour ne pas mériter qu'on s'en occupe. Et puis quand même il vaut mieux de toutes façons construire des barrages hydroélectriques plutôt que d'entretenir à l'état chronique une ou deux guerres dans le pays d'outre-mer.

Il peut être intéressant pourtant de dresser le bilan de ce travail. Pas sur le plan technique proprement dit, la presse bourgeoise ou pseudo-sociale s'en est chargée. Mais sur le plan humain. Parce que tout de même 84 morts, c'est un record, c'est beaucoup trop.

Sept mille chômeurs sur le carreau d'un seul coup, c'est aussi un record, et c'est pour le moins l'indice d'une organisation déplorable ou d'un « je m'en foutisme » total.

Et la question de ces logements démontables qui devaient être transportés sur d'autres chantiers ? Alors tout ça fini. On va les laisser pourrir sur place, on débâche ; parce que la politique est à l'économie on gâche quelques milliards, on laisse tomber un projet d'équipement électrique du Rhône qui remontait à 1920 et quelques et qui avait déjà été saboté parce qu'il allait à l'encontre des intérêts des charbonniers et pétroliers d'alors.

Bien sûr rien, ou à peu près, de valable ne peut être fait en régime capitaliste. Pourtant nous ne saurions trop encourager le gouvernement à réaliser ces grandes œuvres qui resteraient quel que chose d'effectif que les travailleurs pourront le jour venu utiliser pour leur seul intérêt et non comme source d'énergie destinée à alimenter la sidérurgie de guerre.

Mais ce bénéfice est trop lointain pour que les travailleurs acceptent de voir leurs camarades victimes d'une insécurité chronique ou réduits à la misère par le chômage. D'autant qu'il est toujours possible d'organiser un travail régulier pour les ouvriers itinérants. Et cela, les syndicats doivent l'exiger. Ouvriers de Donzère-Mondragon, maintenant que vous êtes en chômage, il est trop tard pour lutter efficacement, surtout que vos syndicats réformistes vous laissent tomber, mais si un jour vous êtes réembauchés ne vous laissez pas posséder une fois de plus. Avant de commencer les travaux, quand on a encore besoin de vous, exigez un statut de sécurité pour les travailleurs itinérants et ne travaillez pas avant de l'avoir obtenu.

J. HEURTAUX.

Impr. Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-2^e. P. ROCHON, imprimeur.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

Les minoritaires ouvriers de la C.F.T.C. quittent le Bureau Confédéral cléricalisé

Les sept représentants des fédérations du Gaz et de l'Electricité, du Bâtiment, des Produits chimiques, de l'Education nationale et des unions départementales de l'Heure, de la Loire et de la Loire-Inférieure viennent de donner leur démission du Bureau confédéral composé de 36 membres.

Albert Detraz, secrétaire général de la Fédération du Bâtiment, assure provisoirement la direction de la nouvelle tendance constituée à la suite de ces

démissions et groupée autour de son bulletin *Reconstruire*.

Dans leur lettre de démission à Tessier, président de la C.F.T.C., les minoritaires écrivent :

« Les temps ont changé, et nous sommes convaincus que ce mouvement faillirait à tous ses devoirs s'il se cantonnait dans une action limitée à un milieu confessionnel et prenait des positions principalement en fonction de ce milieu. La responsabilité de la C.F.T.C. ne peut plus être ce qu'elle

était avant la guerre ; elle se trouve considérablement accrue du fait de la situation syndicale française et de la large audience de notre mouvement dans le secteur des industries-clés

« Nous vous informons que nous combattons pour nos idées à l'intérieur de la C.F.T.C. d'une façon franche et loyale ; que nous nous organisons pour les faire prévaloir devant le mouvement tout entier. »

L'immixtion de la hiérarchie catholique au sein de la C.F.T.C. est à l'origine des démissions du Bureau confédéral. Au cours d'une réunion de ce Bureau, le 18 octobre, la majorité, après avoir évoqué les passages des statuts faisant allusion à la doctrine sociale de l'Eglise, invitait certains délégués et certaines organisations qui avaient pris des positions « en pointe » à venir faire leur autocritique. Elle rappelait, d'autre part, la nécessité de rechercher les contacts avec les autorités spirituelles et religieuses pour le recrutement et la formation des militants.

La minorité, qui représente l'élément ouvrier dans la centrale chrétienne et qui demandait, au contraire, que les liens qui unissent la C.F.T.C. à la hiérarchie ecclésiastique soient relâchés ne pouvait accepter l'ultimatum. C'est un retour au confessionnalisme qu'exige l'Eglise des dirigeants « syndicaux » de la C.F.T.C.

Le raidissement cléricel de la centrale chrétienne a pour but d'empêcher l'union des militants chrétiens de base avec leurs camarades non chrétiens au cours des luttes futures.

Le gouvernement Pinay-Schuman et le patronat peuvent se frotter les

maines — le Vatican est plus réactionnaire que jamais.

Félicitons-nous toutefois de voir l'élément ouvrier de la C.F.T.C. « excommunié » par l'Eglise. La situation paraît à présent plus naturelle et davantage dans la logique des choses. Le pape et les princes de l'Eglise n'ont jamais serré la main d'un travailleur et c'est bien ainsi.

M. Jacques DUCLOS est libéré mais les Syndiqués C.G.T. sont condamnés

La cour d'appel de Dijon a rendu un arrêt aggravant les condamnations prononcées par le tribunal correctionnel de Wassy, contre quatre manifestants poursuivis pour rébellion à agents, violences, infraction aux lois sur l'attroupement.

Ils avaient été arrêtés au cours des manifestations organisées le 4 juin dernier à Wassy, pour protester contre l'arrestation de M. Jacques Duclos.

Paul Constantin, secrétaire départemental de la C.G.T., a été condamné à 2 mois de prison ferme et 30.000 francs d'amende. Achille Vernet, à 15 jours de prison ferme, René Fargot, un mois de prison ferme et 20.000 francs d'amende, Louis Viéville à deux mois de prison ferme et 10.000 francs d'amende.

Le gouvernement se montre sous son vrai visage. Prétextant lutter contre le communisme et ses agents de l'étranger, il n'atteint seulement que la classe ouvrière de ce pays.

R. G.

Le chômage menace chez RENAULT

travailleurs de la Régie, car il ne fait aucun doute que ce sont encore les bas salaires qui en souffriront le plus.

Nouvelles sources de soucis pour les foyers ouvriers, venant s'ajouter à l'entrée de l'hiver aux difficultés toujours accrues. On serra la ceinture d'un cran de plus et si les travailleurs ne parviennent pas à se ressaisir pour stopper à temps leurs agitations, laissent en sourdine depuis les vacances.

La C.F.T.C. préconise dans un tract qu'il faut s'attaquer aux sources du mal et demande que soit discutée au Comité d'entreprise, en même temps que la réorganisation de services comme le service commercial, la politique générale de fabrication de la Régie, et réclame très timidement une augmentation de 8 %.

Ce syndicat dénonce ce que nous savions déjà : c'est que chez Renault il y a 3 blouses blanches pour 1 ouvrier productif. Mais disons à la C.F.T.C. que le problème n'est pas entièrement lié à cette déperdition et que les travailleurs seront encore déçus de l'action préconisée par le syndicat chrétien qui, en matière économique, ne voit pas plus loin que le bout du nez.

Quant à la C.G.T., voilà pas mal de temps qu'elle ne s'était pas fait entendre, depuis ses débâcles avec les ouvriers Renault le 12 février.

Nous avons entendu dans ce dernier meeting tenu place Nationale, le secrétaire fédéral Marius Apostolo stigmatiser les responsabilités du gouvernement dans cette affaire et déclarer que la C.G.T. tentera de faire appuyer dans une réunion que vont tenir les syndicats en commun, la revendication de « 45 h. payées 48 ».

Ne nous leurrions pas. D'ores et déjà nous pouvons avancer que telle qu'elle est posée, cette revendication est vouée à l'échec. La C.G.T., lancée dans sa campagne d'unité syndicale à tout prix, se voit contrainte de faire des compromis et des alliances avec les autres syndicats, parce qu'elle a senti que la classe ouvrière ne marcherait plus.

Nous avons compris, travailleurs de la Régie, que la C.G.T. entendait solutionner le problème comme toujours par le haut et dans les antichambres officielles.

Piteuse figure que ce syndicalisme moribond, pour nous tous qui avons vécu les grèves de 47.

Souvenons-nous ces trop fameux slogans de « Produire d'abord et revendiquer ensuite ». Evidemment, il y eut des bons jours à la Régie pour ceux qui acceptèrent de bonne grâce cet état de choses. Les paies étaient substantielles avec cette enchère production qui payait le logement des heures supplémentaires ; on sacrifiait quelquefois même son dimanche pour revenir à l'usine. Demain, par un retour comique du sort, c'est peut-être le patron qui les rendra, ces 40 heures.

Qu'il eût mieux valu défendre les conquêtes acquises farouchement, en refusant tous les marchandages machiavéliques. Car laisser porter atteinte aux 40 heures c'était perdre une partie de

PAS DE SÉCURITÉ pour le personnel des hôpitaux

Le personnel qui s'occupe à l'entretien des salles et du service des malades, particulièrement des tuberculeux, est exposé à de gros risques de contamination. Le règlement prévoit une radio tous les six mois. A l'hôpital de la Cité Universitaire le personnel se plaint de n'avoir été examiné depuis près de trois ans. La tuberculose se guérit peut-être, mais elle se prévient encore mieux. Seulement la santé des employés dans les hôpitaux (comme ailleurs) voilà bien le dernier souci des employeurs.

la liberté pour une compensation éphémère. Je ne voudrais pas reprendre la phrase malheureuse que prononça le secrétaire fédéral lors de ce meeting pour conclure son exposé. Sans le savoir peut-être, le n'ose le penser, Marius Apostolo donnait là des verges pour le battre.

« Camarades, voilà comment, après avoir retrouvé vos manches, la direction vous remercie. »

Il disait vrai, ce représentant syndical.

Mais nous pensons que les plus coupables dans cette sinistre farce ne sont pas ceux qu'il croit ; que le patronat de maintenant et de toujours a toujours défendu ses ignobles intérêts, et les syndicats sans exception ont bien servi à édifier sa fortune.

Travailleurs, camarades ouvriers, si nous ne voulons pas rongir devant un passé glorieux de luttes ouvrières, il faut nous ressaisir et déjouer toutes les nouvelles manœuvres hypocrites. De durs combats nous attendent, sachons être à la hauteur.

La dernière résolution F.O. du Maine-et-Loire

NOUS publions ci-dessous la résolution de la C.A. de l'U.D. F.O. de Maine-et-Loire du 19 octobre que des camarades nous ont fait parvenir.

Les revendications de cette résolution sont parfois immixtées et on pense se demander ce qu'entend la C.A. par une « équitable hiérarchie des salaires » et par application d'une véritable réforme fiscale. Nous pensons que les travailleurs anarchistes de Maine-et-Loire sauront demander à ce sujet les précisions qui s'imposent. Quant aux organisations syndicales libres, nous ne nous faisons point d'illusions !

Comme dans toutes les résolutions des C.A. des unions départementales F.O., on trouve dans la résolution de Maine-et-Loire les meilleures choses et les moins bonnes.

RESOLUTION

La Commission administrative de l'Union Départementale Syndicaliste Confédérée Force Ouvrière de Maine-et-Loire, réunie le dimanche 19 octobre 1952, constate que le gouvernement actuel, comme les précédents, s'est montré incapable de prendre des mesures pouvant apporter une amélioration aux conditions précaires dans lesquelles vivent les travailleurs ;

Qu'au contraire, les déclarations grandiloquentes des tenants du pouvoir sur la baisse des prix n'ont été qu'un prétexte pour imposer un nouveau blocage des salaires, alors que précédemment les prix avaient considérablement augmenté ;

Condamne la politique de régression sociale pratiquée par le patronat et les dirigeants de ce pays et considère inadmissible et scandaleux de « n'allover pour vivre, à des centaines de milliers de salariés adultes, une rémunération mensuelle d'un montant net, pour 40 heures de travail hebdomadaire de : 15.075 fr. pour la zone 7,5 % de notre département.

15.075 fr. pour la zone 10 %.

Et moins encore pour les travailleurs de l'agriculture et les secteurs touchés par le chômage.

En conséquence, considérant la hausse de 15 % du coût de la vie intervenue depuis septembre 1951, alors que l'ensemble des salaires n'a bénéficié d'aucune augmentation depuis cette date, l'Union Départementale invite les travailleurs à exiger avec elle :

1^o La prise en considération, pour tous les salariés quelles que soient les professions, du budget-type de la Confédération Force Ouvrière dont les calculs très serrés ont permis d'estimer que le minimum de ressources à allouer à un travailleur ne pouvait être inférieur, en salaire brut, à 26.706 fr. pour 173 heures 30 de travail ;

SOUSCRIVEZ AUX 200 FR. DU « LIB »...

2^o L'application de la loi d'échelle mobile sur le montant de ce budget-type ;

3^o L'augmentation immédiate d'au moins 15 % de tous les salaires et traitements réels, avec un minimum de 6.700 fr. aux salariés actuellement rémunérés au taux du minimum interprofessionnel garanti ;

4^o La conclusion rapide de conventions collectives fixant les droits des travailleurs et établissant une véritable hiérarchie des salaires.

Demande également qu'une réorganisation économique soit vigoureusement entreprise afin de résorber le chômage et, dans l'immédiat, la fixation de l'indemnité de chômage à 75 % du minimum interprofessionnel pour tout travailleur ou travailleuse ne pouvant momentanément être utilisé.

En ce qui concerne les retraites, l'Union Départementale demande : — La poursuite intégrale pour les salariés de la Fonction publique suivant les dispositions de leur Statut. — Le respect des statuts particuliers et, pour les retraites de la Sécurité sociale, une allocation mensuelle égale à 75 % du minimum interprofessionnel garanti.

En toutes circonstances, le mouvement

syndical devra s'opposer énergiquement à tout recul de la limite d'âge.

La Commission administrative Force Ouvrière considère que l'application de ces revendications n'aura de réelle valeur que si parallèlement une action véritable et énergique est engagée contre les prix, soit :

— La limitation du circuit distributif par le développement du circuit coopératif ;

— La réduction des marges bénéficiaires industrielles et commerciales ;

— L'application d'une véritable réforme fiscale.

Proteste contre les crédits militaires dont la charge est supportée intégralement par les travailleurs.

Les délégués de Maine-et-Loire au Congrès confédéral de la C.G.T. Force Ouvrière, lequel tiendra ses assises du 12 au 15 novembre 1952 à Paris, sont mandatés pour demander qu'un Comité de coordination soit constitué de toute urgence entre toutes les organisations syndicales libres et que l'action syndicale la plus énergique — la grève générale illimitée — soit éventuellement mise en œuvre pour faire aboutir les légitimes revendications des travailleurs.

LES LUTTES OUVRIÈRES

Les 350.000 mineurs américains continuent leur grève

La grève des 350.000 mineurs des charbonnages des Etats-Unis se poursuit. Le syndicat des mineurs a fait connaître sa résolution de ne pas reprendre le travail avant que les travailleurs reçoivent l'augmentation de 1 dollar 90 par jour qu'ils réclament.

Chez Renault au Mans action ouvrière contre le chômage menaçant

Les usines du Mans de la régie Renault sont particulièrement touchées par les récentes mesures rendues inévitables à la suite de la réduction des programmes de fabrication. Les membres de la C.G.T. du comité d'entreprise, rejoints par leurs collègues de la C. F. T. C. ont insisté auprès de

la direction pour qu'avec l'application des quarante heures, tout le personnel soit conservé. En outre, les membres C.G.T. ont renouvelé une revendication déjà formulée qui consisterait en une semaine de travail de quarante heures, payée sur la base de quarante-huit.

Arrêt de travail à la T.I.R.U. d'Issy-les-Moulineaux

Le personnel de l'usine T.I.R.U. (service E.D.F., 167, quai de Stalingrad, à Issy-les-Moulineaux), a décidé hier de cesser le travail pour lutter contre la menace prise par la direction qui veut affecter quatre agents du service entretien à l'exploitation, alors que le personnel d'entretien est insuffisant.

Solidarité effective

146 mineurs sur 178 se sont mis en grève à Bessèges (Gard) à la suite du déplacement d'un de leurs camarades qui avait eu une altercation avec des agents de maîtrise.

La guerre tue déjà !

A Brézolles (Eure-et-Loir), un grand terrain d'aviation militaire est en construction. Ces terrains d'aviation poussent un peu partout comme des champignons, afin de prouver au monde que la France — nos ministres et leurs consorts prononcent ce mot avec des trémolos — n'a que de véritables intentions pacifiques.

Un terrible accident vient de se produire sur ce terrain. Des ouvriers sont

occupés à la construction d'un château d'eau. Celui-ci, sous l'effet de la température du 14 octobre, s'est effondré, entraînant dans sa chute la cuve métallique. Deux ouvriers ont été tués et un troisième, atteint de plusieurs fractures, est dans un état désespéré.

Pas de sécurité, certes, mais la préparation poussée du futur crime collectif n'est pas à ignorer.